

ELECTIONS 2019

Qui veut encore des “Spitzenkandidaten” ?

Union européenne Le lien entre les têtes de liste européennes et la présidence de la Commission n'est pas considéré comme une évidence.

Le président de la Commission sera-t-il nécessairement pioché parmi les chefs de file des grandes familles politiques européennes ? Six candidats à la succession de Jean-Claude Juncker débattront en grande pompe de l'Europe ce mercredi 14 mai, au Parlement européen à Bruxelles. Mais rien ne garantit que l'un d'eux sera nommé à ce poste. En 2014, le Parlement européen avait réussi un tour de force inédit, en imposant ce système dit des *Spitzenkandidaten* et en s'accordant ainsi un pouvoir non explicitement prévu dans les traités. Cinq ans plus tard, le processus a du plomb dans l'aile. Boudé par les États membres, il ne fait même plus rêver certains des partis européens qui l'ont lancé et reste, surtout, inconnu d'une très grande partie du public. Tour d'horizon d'un contexte moins favorable aux *Spitzen* qu'en 2014.

1 Les États membres s'y sont prêtés une fois, pas deux

En 2014, grâce à une interprétation extensive du traité de Lisbonne, le Parlement a réussi à imposer la nomination de la tête de liste réunissant une majorité dans l'hémicycle comme président de la Commission. Un progrès démocratique selon les eurodéputés, dont avait bénéficié Jean-Claude Juncker, champion de la droite européenne ; un “putsch” selon les États membres. Déjà en 2014, les Vingt-huit ne s'étaient pas prêtés avec entrain au jeu des *Spitzenkandidaten* – c'est un euphémisme. Cette fois, les chefs d'État et de gouvernement européens comptent bien reprendre la main sur la nomination du président de la Commission, se réservant le droit de faire leur propre choix – pas nécessairement parmi les *Spitzenkandidaten* – tout en gardant à l'esprit les résultats des européennes, comme le prévoit le Traité.

2 Même certains partis européens sont refroidis

L'Alliance des libéraux et démocrates européens (ALDE) a décidé de boudier le système des *Spitzenkandidaten*, pour protester contre l'absence de listes transnationales, qui auraient été un vrai gage de démocratie européenne. Dans une interview accordée à *La Libre*, le Belge Guy Verhofstadt, membre de la “Team Europe” de l'ALDE, soulignait qu’*“un Italien ne peut pas voter directement pour que Manfred Weber, tête de liste du Parti populaire européen (PPE), soit président de la Commission. Il doit pour cela voter pour le parti italien membre du PPE, soit celui de Silvio Berlusconi”*. C'est aussi ce qui a poussé le président français Emmanuel Macron à s'opposer au système mais aussi, et surtout, parce que son parti, La République en Marche, n'avait pas encore rejoint de famille européenne et se trouvait donc exclu du jeu.

Pendant ce temps, le PPE défend toujours les *Spitzenkandidaten*, mettant en avant l'Allemand Manfred Weber. Officiellement. Les conservateurs iraient-ils toutefois jusqu'à plomber une éventuelle nomination d'un autre des leurs, à savoir le très populaire et respecté Michel Barnier, par fidélité aux *Spitzen* ? Le négociateur en chef européen du Brexit dément toujours toute ambition de succéder à Jean-Claude Juncker. Sans convaincre. Le Français est bel et bien en campagne.

3 Un Parlement européen plus morcelé

Les élections européennes vont faire bouger les lignes politiques au Parlement. Un raz-de-marée des nationalistes, populistes et europhobes devrait être évité, mais ils pourraient cependant obtenir plus de 170 élus sur 751. Le PPE pourrait, lui,

représenter moins d'un quart du futur hémicycle (environ 24 % des sièges), contre 29 % lors de l'actuelle législature. Les socialistes et démocrates européens (S&D) pourraient être privés de près de 40 sièges. Ces deux familles politiques risquent donc de perdre leur majorité historique au Parlement. Le *Spitzenkandidat* devra ainsi convaincre plus d'un parti de "l'opposition" pour se prévaloir du soutien d'une majorité d'eurodéputés. Ce n'est pas gagné.

4 Spitzenkandidaten, kesako?

Ce système devait être l'ingrédient magique pour redynamiser les élections européennes et accorder un surcroît de crédit démocratique au président de la Commission. Mais le principe reste largement ignoré des citoyens lambda et les *Spitzenkandidaten* inconnus au bataillon, même s'ils ont enchaîné les déplacements de campagne aux quatre coins de l'UE. Selon une étude mentionnée par le site Politico, seuls 26 % des Allemands connaissaient leur compatriote Weber, alors que c'est le candidat dont on parle le plus. On ose à peine imaginer à combien s'élèverait ce pourcentage ailleurs dans l'Union...

Maria Udrescu

Les leaders
des Vingt-huit
veulent
reprendre
en main
la nomination
du président de
la Commission.

Vu de Grèce Dans le camp de Samos, la promiscuité et le désœuvrement sont palpables.



Reportage Angélique Kourounis Envoyée spéciale à Samos

Allez, à la grâce de dieux, vous êtes libres!” Le verdict est à peine tombé que les applaudissements fusent. Des Afghans, qui ont participé en avril 2018 à une manifestation contre leurs conditions de vie dans le camp de Moria à Lesbos ne seront pas poursuivis.

À quelques encablures de là, sur l’île de Samos, ce procès a été suivi de près car ici aussi des migrants sont en attente de jugement pour les mêmes raisons. Le camp de réfugiés, situé près de la capitale Vathy, explose et pour le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) les conditions y sont “abjectes”. Prévu pour 650 personnes, il en accueillait plus de 4000 en mars dernier. Cette situation est devenue un enjeu électoral.

Le dossier qui divise

Pour les conservateurs et l’extrême droite, “il faut renvoyer ces migrants qui sont tous illégaux”, pour les autres “il faut que l’Union européenne aide la Grèce à faire face à cette crise migratoire”. Entre les deux, le gouvernement tente de désengorger le camp en évacuant les plus “vulnérables” sur le continent, 1 500 ces dernières semaines. Un problème que connaît bien Michalis Ragoussis, de l’association Arsis, qui cherche à louer des appartements pour les migrants dans des villages de l’île. “Nous en avons trouvé à Paliocastro mais lors d’une visite j’ai été agressé. On a dû se retirer.” Il n’a pas porté plainte. “Pour mener à bien notre tâche, il nous faut l’accord des locaux”, lâche-t-il avec un sourire désarmant. Le maire de ce village, Georgos Xagoraris, assume sans complexe: “Le conseil municipal a voté contre la location de maisons à des migrants. On n’est pas racistes mais on ne veut pas se retrouver dans la même situation que Vathy.” Comme la majorité des habitants de la capitale, il a battu le pavé lors de la manifestation organisée en février dernier. “On n’est pas contre les migrants, mais contre le gouvernement et l’Europe qui laissent faire.” Message reçu à Athènes d’où l’accélération des évacuations vers d’autres centres et l’envoi de personnel pour aider à la gestion du camp.

Mais pour ceux qui restent, le quotidien est difficile. “Je comprends bien qu’ils n’en peuvent plus”, reconnaît Valère, ingénieur togolais, “mais nous, on ne demande qu’à partir pour prendre notre destin en main.” Un départ possible théoriquement mais soumis au traitement de leur dossier et les délais d’attente, faute de personnel, sont très longs. Romallah, la trentaine, afghan, est arrivé à Samos le 26 octobre 2018. La date de son rendez-vous pour étudier sa demande d’asile est fixée au... 31 mars 2020. Après, il faudra encore attendre la décision. Sa voix est douce mais son regard triste. “J’ai fui les talibans, mais je suis écœuré. Je n’ai pas trouvé ici les droits de l’homme dont je rêvais. Seule, la communauté des volontaires me fait tenir.”

Oasis dans le désert

Il parle de l'association Samos Volunteers où il donne des cours d'anglais. Ici, on fait tout ce que l'on peut pour rendre ce quotidien supportable. Cours de grec, lieu réservé aux femmes au sous-sol, machine à laver, musique, thé et surtout des gens qui sourient, qui regardent ces demandeurs d'asile d'égal à égal.

En un an, la détresse des demandeurs d'asile a mué en colère. Surtout chez ceux qui savent qu'ils ont moins de chance que les Syriens et Irakiens d'obtenir l'asile, Africains en tête. Le doyen de cette communauté, que tout le monde appelle "Papa", nous avoue avoir *"de plus en plus de mal à contenir ces hommes, prêts à mettre le feu au camp pour faire bouger les choses"*. Pour s'occuper, ils se sont inventé une salle de gym en pleine forêt. *"Ensemble, on a trouvé une discipline qui nous occupe l'esprit"*, lâche Amadou, camerounais, arrivé cet automne, *"Le jour on s'entraîne, le soir on allume un feu pour éloigner les rats et les serpents."* Les femmes, elles, s'occupent des enfants de plus en plus nombreux. Désormais, à Samos, une naissance sur trois vient du camp. Celles qui vivent dans la forêt faute de place vont chercher l'eau dans le camp et se lavent dans la nature. La nuit, elles portent des couches, les hommes eux urinent dans des bouteilles qu'ils jettent non loin, là où les ordures s'entassent. Pour Manos Logothetis, l'un des deux seuls docteurs qui se rendent dans le camp, c'est un miracle qu'il n'y ait pas eu d'épidémies car *"les nouveaux arrivants, faute de place, s'installent sur ce qui était auparavant des toilettes sauvages"*.

Il y a un an, la directrice du camp Maria Nioutsikou déclarait à *La Libre Belgique* que *"des toilettes et douches séparées pour hommes et femmes allaient être construites"*. Aujourd'hui, elle est incapable de dire combien de toilettes sont disponibles. Pire, les toilettes chimiques à l'entrée nord du camp ne sont jamais nettoyées par les services municipaux car *"apportées par des ONG"*.